

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Colombie-Interpol-et-le-cyberguerillero>

Ordinateurs bavards, journalistes peu regardants.

La Colombie, Interpol et le cyberguérillero

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : lundi 25 août 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Apparemment, la médiation entreprise par le président vénézuélien Hugo Chávez dans l'affaire des otages des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a dérangé. Pourtant, grâce à elle, sept personnes ont retrouvé la liberté, et d'autres avancées pouvaient être espérées. Au terme de l'épisode obscur qui a abouti à la mort du commandant des FARC Raúl Reyes, M. Chávez mais aussi le chef de l'Etat équatorien Rafael Correa se retrouvent mis en accusation par Washington et Bogotá. Sur quelles bases et avec quel degré de crédibilité ?

Premier mars 2008, minuit vingt-cinq. Avec une précision implacable, la première des dix bombes « intelligentes » guidées par GPS atteint sa cible. Nous ne sommes pas au Proche-Orient. La scène se déroule en Equateur, à moins de deux kilomètres de la frontière colombienne. Là où le rio Putumayo sépare les deux pays. Quatre hélicoptères Blackhawk OH-60 surgissent de la nuit. A bord, quarante-quatre commandos spécialement sélectionnés au sein de la Force de déploiement rapide de Colombie (Fudra). Ils n'ont pas à combattre. Dans le campement provisoire des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), ravagé par les explosions, gisent vingt-trois corps . Tués en plein sommeil. Parmi eux, Raúl Reyes, numéro deux et « ministre des affaires étrangères » de la guérilla. Son cadavre est emporté comme un trophée.

Tôt le matin, le président colombien Alvaro Uribe contacte son homologue équatorien Rafael Correa. Il lui explique la situation : attaquées depuis l'Equateur, les unités hélicoptées colombiennes, en état de légitime défense, ont dû répliquer et poursuivre les rebelles. Mais, assure-t-il, comme le fera dans la matinée son ministre de la défense Juan Manuel Santos, les tirs ont été effectués depuis le territoire colombien, « sans violer l'espace aérien équatorien ».

Dans un premier temps, M. Correa croit en la parole du président colombien. Ils se téléphonent tous les jours et entretiennent des rapports amicaux. Deux semaines auparavant, en privé, devant un café, M. Correa n'a-t-il pas confié à un proche conseiller du chef d'Etat vénézuélien : « Dis à [Hugo] Chávez que je m'entends très bien avec Uribe et que, s'il veut, je peux aider à arrondir les angles entre eux » ?

M. Correa se sent trahi quand des militaires équatoriens se rendent sur les lieux et que la vérité se fait jour : non seulement les Colombiens ont violé le territoire équatorien, mais, ajoute-t-il lors de sa conférence de presse du 2 mars, il s'est agi d'« un massacre ».

Des officiers qui travaillent pour la CIA

La mort du chef guérillero déclenche une crise aux multiples (...)

[Le Monde Diplomatique](#). Paris, Juillet 2008.